



COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU FRONT COMMUN SYNDICAL BRUXELLOIS

Formation bruxelloise - Les syndicats bruxellois exposent leurs revendications en front commun

Les responsables bruxellois de la FGTB, de la CSC et de la CGSLB ont rencontré le formateur bruxellois. Les syndicats ont rappelé en front commun leur **socle minimal de priorités** dans le cadre du futur accord de gouvernement.

1. Réforme de l'Etat

Les syndicats se sont fermement opposés à toute réforme de l'État entraînant la régionalisation de nouveaux pans de la sécurité sociale, du droit du travail, de la culture ou de l'enseignement, ce qui menacerait la solidarité entre travailleurs et régions.

Pour **Florence Lepoivre**, secrétaire générale de la FGTB Bruxelles : « *Une nouvelle réforme de l'État mobiliserait des ressources publiques considérables, aggraverait la concurrence interrégionale entre travailleurs et la précarité de l'emploi. Ce serait totalement contreproductif dans le contexte socio-économique et budgétaire difficile que nous connaissons.* »

2. Garantir le financement des politiques sociales et des services publics

Les syndicats bruxellois ont rejeté toute politique d'austérité qui pourrait menacer la viabilité des services publics et du secteur non-marchand. Ils ont également plaidé pour une révision concertée de la fiscalité bruxelloise afin de répondre aux besoins des Bruxellois et d'assurer une répartition équitable des richesses produites.

« *Notre région fait face à des besoins sociaux et de transition importants. Il est impératif de garantir un financement suffisant pour la mise en place de politiques sociales en matière d'emploi, de formation, de logement, de santé, de mobilité, ...* » précise **Benoît Dassy**, secrétaire régional de la CSC.

3. Une concertation sociale renforcée

Les syndicats bruxellois ont plaidé pour le respect et la poursuite des priorités partagées entre le gouvernement et les interlocuteurs sociaux, adoptées depuis 2015, la négociation d'un accord social en début de législature et le maintien d'une gestion paritaire des organismes d'intérêt public liés aux compétences de la sécurité sociale (Actiris, Iriscare, Bruxelles Formation, VDAB).

« *Il est primordial que le futur gouvernement maintienne une concertation sociale dynamique et respectueuse pour un développement socio-économique juste et durable de notre Région. Nous souhaitons aussi, au sein de Brupartners, pouvoir donner un avis argumenté sur les choix politiques et les perspectives budgétaires pluriannuelles qui en découleront* », précise **Michaël Dufrane**, secrétaire régional de la CGSLB.

4. **Priorité à la lutte contre les emplois précaires, la formation et l'insertion socio-professionnelle**

Face à la précarisation de l'emploi, les syndicats ont insisté sur la nécessité de développer des politiques régionales qui garantissent des emplois de qualité et renforcent les droits des travailleurs par des inspections accrues. Pour **Florence Lepoivre** (FGTB Bruxelles), c'est indispensable : *« les aides à l'emploi devront être conditionnées à de la création d'emplois de qualité. Chaque travailleur doit en effet pouvoir bénéficier de conditions de travail justes et équitables, tout en contribuant positivement à l'économie régionale. »*

Les syndicats ont également insisté sur l'importance de sécuriser les parcours de formation et de mettre en place un financement pluriannuel du secteur de l'insertion socio-professionnelle pour lui assurer une stabilité structurelle.

5. **Garantir l'accès à un logement abordable**

Avec près de 65% de locataires, l'accès à un logement décent pour un loyer abordable est un enjeu crucial à Bruxelles. Les 3 syndicats réclament une politique régionale ambitieuse en matière de logement : *« cela passe par la création de logements publics et sociaux supplémentaires et la rénovation du parc existant, mais aussi par une forme de régulation des loyers qui n'ont cessé d'augmenter ces dernières années : pour nous, l'accès aux primes à la rénovation devra impérativement être conditionné à un encadrement ou un conventionnement des loyers »* précise encore **Florence Lepoivre** (FGTB Bruxelles).

En matière d'énergie, les syndicats ont insisté sur l'importance de maintenir le statut de client protégé et la nécessité d'envisager la création d'un fournisseur public d'énergie dans la Région.

6. **Investir dans le social-santé et renforcer l'attractivité des métiers**

La crise Covid-19 a souligné, si besoin en était, l'importance des métiers de la santé et du social. Face à la pénurie avérée dans ces secteurs, les 3 syndicats ont souligné la nécessité d'agir pour attirer et retenir les talents. *« Il est urgent d'investir dans ces métiers essentiels pour le bien-être des Bruxellois.es. Nous plaçons pour la mise en œuvre de normes qualitatives et inclusives, d'une formation améliorée et d'une procédure d'équivalence des diplômes plus efficace. Nous demandons aussi un cadastre des besoins pour assurer des soins de santé de qualité »* insiste **Michaël Dufrane** (CGSLB).

Les syndicats bruxellois ont également pointé la nécessité de maintenir une croissance annuelle suffisante et forte des budgets du social-santé en plus de l'indexation automatique, pour faire face aux besoins grandissants et développer l'emploi de qualité.

7. **Renforcer la concertation locale pour une ville durable et apaisée**

Pour les 3 syndicats, la conception de quartiers apaisés doit correspondre aux besoins des habitant.es mais aussi des travailleur.es de la Région. Ils ont rappelé l'importance de la concertation locale et de la collaboration entre tous les acteurs pour développer une planification urbaine et une mobilité durables et apaisées.

« Le futur gouvernement devra donc tenir compte des concertations locales en matière d'équipements et de mobilité, en assurant notamment des transports publics adaptés à toutes et tous, en ce compris les travailleur.es à horaires décalés » précise **Benoît Dassy** (CSC).

8. Lutter contre la pauvreté et promouvoir la diversité

Les syndicats bruxellois ont remis en lumière la vulnérabilité de certains groupes sur le marché du travail, notamment les femmes, les personnes porteuses de handicap, les personnes d'origine étrangère et les jeunes. « *La situation doit être objectivée et des mesures contraignantes devront être prises pour les entreprises bénéficiaires d'aides publiques* » précise **Michaël Dufrane** (CGSLB).

Les syndicats bruxellois ont également marqué leur opposition à une éventuelle limitations des allocations de chômage dans le temps : « *face à la pauvreté croissante, d'autres mesures doivent être privilégiées : une coordination renforcée des politiques de lutte contre la pauvreté et un renforcement financier des CPAS* » insiste **Michaël Dufrane** (CGSLB).

9. Développer une économie circulaire et porteuse d'emploi

Les syndicats bruxellois ont plaidé pour la création de zones dédiées à l'activité économique, en ce compris industrielle, pour diversifier les emplois locaux. Ces activités devront promouvoir la circularité et minimiser les impacts environnementaux. Les aides financières devront être conditionnées au respect des normes sociales et fiscales et faire l'objet d'une évaluation rigoureuse quant à leur contribution à la création et au maintien d'emplois de qualité.

« *Bruxelles doit continuer sa mue vers un hub économique vertueux, qui respecte à la fois le bien-être social et les exigences environnementales, en anticipant les transformations nécessaires des secteurs d'activité face aux enjeux écologiques actuels* » souligne **Benoît Dassy** (CSC).

La secrétaire générale de la FGTB Bruxelles et les secrétaires régionaux de la CSC et de la CGSLB réitèrent l'importance de ces revendications pour garantir un avenir équitable et durable à Bruxelles. Ils appellent le formateur à prendre en compte ces priorités lors de la formation et dans la Déclaration de politique régionale du prochain gouvernement bruxellois.

Contacts presse

- FGTB Bruxelles : Annaïk de Voghel – 0472 71 99 31 - annaik.devoghel@fgtb.be
- CSC Bruxelles : Benoît Dassy – 0498 51 89 15 - benoit.dassy@acv-csc.be
- CGSLB Bruxelles : Michael Dufrane – 0475 74 00 41 – michael.dufrane@cgsלב.be